

CONVENTION NATIONALE DU 27 AVRIL 2010

Intervention d'Alain BERGOUNIOUX

Chers camarades,

Je vous présente quelques remarques au nom des camarades de la motion A qui ont participé à la préparation du texte et l'ont discuté.

Ce texte est une étape importante dans la définition de notre projet. Il n'est pas un programme, mais le cadre dans lequel nous situons et définirons nos propositions.

La force de ce texte est de montrer comment nous pouvons engager une rupture avec le modèle de développement façonné par le capitalisme financier depuis une trentaine d'années. Rupture ? Cela veut dire redéfinir ce que doivent être les équilibres entre l'État et le marché, le travail et le capital, la solidarité et la compétition. Le texte propose d'unir étroitement la construction d'un nouveau modèle de production et la mise en œuvre d'une nouvelle façon d'être en société.

Un nouveau modèle de production ? C'est fondamentalement donner la prééminence à l'économie réelle sur l'économie financière. Une économie qui prenne en compte l'humain et l'environnement. Cela implique nullement de cultiver une forme de « décroissance ». Car nous avons besoin de créer des richesses, de donner une priorité aux investissements, de préparer les évolutions scientifiques et technologiques qui, dans les années à venir, vont continuer d'amener de nouvelles formes de propriété avec le développement du « capitalisme cognitif ». Les socialistes ont besoin d'une stratégie économique pour faire face à ces défis. Notre texte propose de nouveaux outils pour la puissance publique, tout particulièrement pour la politique industrielle. Cela est nécessaire. Mais, il faut définir clairement ce qu'elle doit être. Nous avons besoin aujourd'hui, d'un État partenaire, décentralisé, articulé avec les entreprises et les collectivités locales. Pour « ré-encastrier » les marchés dans la société, selon la formule de Karl Polanyi, nous avons besoin d'un gouvernement de l'économie non par l'État mais avec l'État.

Une nouvelle façon d'être en société ? Rompre avec la société néo-libérale suppose de valoriser ces biens sociaux qui donnent sens à la vie, l'éducation, le travail, le logement, la culture évidemment, mais aussi la famille, les activités associatives. La politique commence avec les relations des individus avec les autres. Marx, critiquant les économistes libéraux David Ricardo et John Stuart Mill, disait qu'ils voyaient l'individu comme un point de départ et non comme cela devrait être, un point d'arrivée. Le progrès social demande la réciprocité entre les individus. Cela se décline en politiques très concrètes, que cela soit en matière d'éducation, de

santé, de culture etc... Les socialistes doivent tirer les implications éthiques de leurs choix politiques.

Ce que nous entreprenons, ce chemin de transition vers un nouveau modèle de développement économique et social s'inscrit **dans un contexte de crises** qu'il faut bien analyser. Car nous vivons un enchevêtrement de crises qui ont chacune des temporalités différentes. La crise financière se termine sans doute. Mais la crise économique se poursuit. La crise sociale est largement devant nous. Nous ne commençons qu'à apercevoir ses conséquences politiques, avec notamment la remontée des extrêmes droites en France et en Europe. Mais ces crises sont loin d'avoir les mêmes teneurs selon les parties du monde. Les dynamiques sont aujourd'hui fort différentes et par conséquent, les intérêts s'opposent. La difficulté à réformer le système financier en est une preuve évidente. Nous allons avoir à gérer des situations fortement asymétriques, dans le monde, pensons à la Chine, et en Europe, voyons l'Allemagne dans la crise grecque et la crise de l'euro.

Pour faire face, **nous devons tenir ensemble trois exigences.**

La première est de pouvoir mener une politique nationale réparatrice et redistributive dans une compétition mondiale chaotique. Cela suppose de pouvoir dégager les ressources nécessaires qui ne peuvent venir toutes d'une réforme de la fiscalité aussi nécessaire sera-t-elle.

La seconde exigence est de pratiquer une « protection intelligente » de notre économie, fondée sur le principe de la réciprocité qui ne vire pas au protectionnisme qui serait alors, pour un pays comme le nôtre, cause de plus de problèmes que de solutions et nous entraînerait dans une spirale négative.

La troisième exigence est de faire que notre attachement européen ne nous amène pas à nous contenter d'ajouter les vœux pieux dans nos textes et nos discours, mais à faire que la France, et, au premier chef, les socialistes, conscients de la gravité de la crise européenne actuelle, deviennent les artisans tenaces et patients des compromis nécessaires dans l'Union Européenne pour progresser dans le chemin de la régulation.

Notre texte, avec la vision qu'il porte et les propositions qu'il contient, devrait aider nos concitoyens à comprendre que nous avons raison idéologiquement et culturellement. Mais cela ne nous garantit pas d'avoir raison politiquement... Par ce faire, il nous faudra prendre la mesure des défis actuels, qui demandent à être pensés ensemble pour déterminer ce que sont nos capacités d'action.

Alain Bergounioux